

2018

#GGSD
Forum



#GGKP6
Annual Conference

OECD, Paris
27-29 November



ORDRE DU JOUR

Des solutions
inclusives pour
la transition
verte:
compétitivité,
emplois (compétences)
et dimensions sociales





Inclusive solutions for the green transition



ÉDITION 2018 DU FORUM SUR LA CROISSANCE VERTE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CVDD)

ET DE LA

CONFÉRENCE ANNUELLE DE LA GGKP

Des solutions inclusives pour la transition verte : compétitivité, emplois (compétences) et dimensions sociales

ORDRE DU JOUR

Centre de conférences de l'OCDE, Paris, du 27 au 29 novembre 2018

Généralités

Un nouvel élan a été donné à l'action mondiale en faveur du développement durable avec le succès du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur le climat. Il ressort néanmoins des travaux les plus récents du Groupe intergouvernemental d'experts sur les changements climatiques (GIEC) que les efforts de lutte contre le réchauffement sont dangereusement à la traîne, bien que de plus en plus de données probantes montrent qu'une montée en puissance des politiques climatiques peut être un facteur de croissance vigoureuse, durable et inclusive. Comme le font apparaître les [travaux de l'OCDE](#), l'association de politiques destinées à favoriser la croissance et de mesures en faveur du climat pourrait se traduire d'ici à 2050 par un supplément de croissance du PIB mondial de près de 5 %, grâce au coup de fouet donné à l'investissement et aux dommages climatiques évités. Des travaux récents menés dans le cadre du projet sur la [Nouvelle économie du climat](#) et de l'[OIT](#) tendent à démontrer qu'une politique ambitieuse en faveur du climat pourrait produire des avantages économiques directs.

En même temps, les priorités politiques font que les inégalités, le niveau de vie et le sort des populations laissées pour compte figurent en tête des préoccupations mondiales. Si les projections macro-économiques dépeignent un avenir vert et innovant placé sous le signe de la croissance, il s'agit de moyennes qui masquent les répercussions réelles ou perçues sur la compétitivité, l'emploi et le budget des ménages dans certaines parties de la société et certaines régions. Les pays et les régions doivent anticiper et traiter ces préoccupations et concevoir des solutions plus inclusives socialement pour accélérer la transition vers une économie plus verte, bas carbone et circulaire. Comment une transition verte correctement menée peut-elle devenir un moteur de la création d'emplois, de la compétitivité et d'une plus grande inclusivité ?

Objectifs

L'OCDE consacre l'édition 2018 de son [Forum sur la croissance verte et le développement durable \(CVDD\)](#) au thème suivant : « **Des solutions inclusives pour la transition verte : compétitivité, emplois et dimensions sociales** ». Elle se tient en même temps que la Conférence annuelle de la [Plate-forme de connaissances sur la croissance verte \(GGKP\)](#), initiative commune de l'OCDE, de l'**Institut mondial de la croissance verte (GGGI)**, d'**ONU Environnement** et de la **Banque mondiale**. Cette conférence offre l'occasion de réfléchir à l'économie politique de la transition verte en mettant en évidence ses

effets redistributifs et en examinant les solutions inclusives permettant de faire en sorte que les travailleurs, secteurs, ménages et régions susceptibles autrement de pâtir gravement de cette transition puissent contribuer à un avenir plus respectueux de l'environnement. Le rôle des PME dans ce cadre est lui aussi à l'ordre du jour. Les sessions du Forum portent sur la **compétitivité**, l'**emploi** et les **effets redistributifs** des politiques vertes.

Le Forum vise à inscrire la relation entre croissance verte et compétitivité nationale dans un nouveau récit et à examiner des exemples de « stratégies de gestion de la transition » couronnées de succès, qui offrent des solutions inclusives pour que la croissance soit verte. Il donnera lieu à des débats réunissant des responsables de l'action publique, des représentants des entreprises, des syndicats et de la société civile, et des universitaires, ainsi qu'à des exposés sur les dernières recherches en date, présentés par l'OCDE, les partenaires de la GGKP et d'autres intervenants.

Première journée : mardi 27 novembre 2018

14h00-15h30 Session inaugurale

Discours de bienvenue :

- **Rodolfo LACY**, Directeur de la Direction de l'environnement de l'OCDE
- **BAN Ki-Moon**, Président de l'Assemblée et Président du Conseil de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI) - *allocution par vidéo*

Allocutions inaugurales :

- **Nicholas STERN**, Professeur d'économie et d'administration publique I.G. Patel, Président, Grantham Research Institute on Climate Change & the Environment, London School of Economics

Points de vue du patronat & des syndicats :

- **Montserrat MIR ROCA**, Secrétaire confédérale, Confédération européenne des syndicats (CES)
- **Pierre VINCENSINI**, Conseiller, Organisation Internationale des Entreprises (OIE)

Point de vue de l'OCDE :

- **Alain DE SERRES**, Directeur adjoint du Département des affaires économiques de l'OCDE

15h30-16h00 Pause-café

16h00 – 17h30 - Session 1

Gestion de la transition dans l'emploi et les compétences

De nombreux pays, régions et localités voient leur économie passer par des changements structurels qui ont des répercussions sensibles sur l'emploi et des effets redistributifs notables. Ces transitions sont souvent inscrites dans la dynamique de l'économie mondiale. De la fermeture des mines de charbon au Royaume-Uni, dans les années 1980, à la transformation numérique d'aujourd'hui, en passant par la fin de certains secteurs de l'industrie lourde, comme la sidérurgie aux États-Unis ou la construction navale au Japon, les changements structurels qui se répercutent sur la compétitivité et l'emploi alimentent l'inquiétude et suscitent des résistances dans les activités touchées et chez les travailleurs concernés. Cette session est consacrée à l'examen des leçons de changements structurels passés et de leur éventuelle application à la transition verte d'aujourd'hui. La réflexion porte sur l'action à mener pour favoriser la réaffectation, le redéploiement et le recyclage de la main-d'œuvre, en prenant en compte, par exemple, les problèmes particuliers rencontrés par les régions dont l'économie s'appuie sur l'extraction d'énergie fossile ou sur des activités intensives en carbone. Le rôle des PME sera évoqué, de même que l'hétérogénéité des effets de la transition bas carbone en fonction du genre, par exemple, du fait de la prédominance des hommes dans la main-d'œuvre des activités extractives et d'autres secteurs intensifs en carbone. Quelles sont les approches à privilégier pour aider les travailleurs à passer d'activités et régions en déclin à d'autres où les perspectives de croissance sont meilleures, moyennant des mesures d'accompagnement pouvant aider les personnes à accroître leurs compétences et les régions qui en ont besoin à rattraper leur retard ? Quel rôle les filets de sécurité sociale et le dialogue social peuvent-ils jouer dans la gestion de la transition et la préparation de l'avenir ?

Modérateur :

- **Steven STONE**, Chef de la branche économie et commerce d'ONU Environnement à Genève

Exposés introductifs :

- **Olivier DESCHENES**, Professeur d'économie, Université de Californie, Santa Barbara, États-Unis
- **Stéphane CARCILLO**, Chef de Division, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE

Participants à la table ronde :

- **Samantha SMITH**, Directrice, Centre pour une transition juste, CSI
- **Eva NORDMARK**, Présidente, Confédération suédoise des professionnels (TCO)
- **Catherine SAGET**, Économiste principale, Organisation internationale du travail (OIT)

Intervenant :

- **Peter GLYNN** Chambre de commerce internationale (CCI) australienne, de la part du Comité consultatif économique et industriel (CCEI)

Questions à examiner :

- i) Les impacts de la transition verte sur les travailleurs peuvent-ils être « gérés » à l'aide des politiques habituelles du marché du travail ou faut-il en passer par des approches nouvelles ? Quels sont les principaux instruments d'action ?
- ii) Quelles leçons faut-il tirer des restructurations industrielles passées pour le redéploiement et le recyclage des travailleurs et pour les indemnités sociales ? Comment anticiper au mieux les compétences nécessaires à une future économie plus verte ?
- iii) Dans quelle mesure la transition vers une économie verte est-elle compatible avec des emplois de qualité ?

Deuxième journée : mercredi 28 novembre 2018

09h00-09h30  Café d'accueil

09h30-11h00 - Session 2

Croissance verte et compétitivité des entreprises : trouver le juste milieu

Pour éviter de mener une politique environnementale plus ambitieuse, les responsables politiques prennent souvent prétexte du laxisme d'autres pays que le leur en la matière et des répercussions négatives que des mesures strictes et rigoureusement appliquées auraient sur la compétitivité des entreprises locales. Cependant, les analyses de l'OCDE montrent que des politiques environnementales plus contraignantes peuvent se traduire par des gains de productivité dans les entreprises à la pointe de la technologie. En outre, la conception d'une politique peut avoir plus d'influence sur la compétitivité que sa rigueur. De même, selon des travaux récents, une hausse des prix relatifs de l'énergie a bien un effet négatif sur les échanges commerciaux et sur l'investissement direct étranger, mais celui-ci est d'une ampleur très limitée comparée à celle de l'incidence d'autres facteurs, comme le coût du transport, la proximité de la demande et les compétences professionnelles des travailleurs locaux.

Modérateur :

- **Rodolfo LACY**, Directeur de la Direction de l'environnement de l'OCDE

Exposé introductif :

- **Carolyn FISCHER**, Professeure d'économie de l'environnement, Vrije Universiteit Amsterdam

Participants à la table ronde :

- **Norbert KURILLA**, Secrétaire d'État, Ministère de l'Environnement, République Slovaque
- **Stephan SICARS**, Directeur, Département de l'environnement, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
- **Tilman ALTENBURG**, Chef du département « Développement économique et social durable », Institut allemand pour le développement (DIE), Président du Groupe de travail sur le commerce et la compétitivité de la GGKP
- **Donal O'RIAIN**, Directeur général, Ecocem Materials Ltd, Irlande.

Questions à examiner :

- i) Comment concevoir les politiques de transition verte de telle sorte qu'elles n'aient pas d'impacts négatifs sur la compétitivité et qu'elles incitent néanmoins à développer des procédés et des produits plus propres ?
- ii) Dans quel autre domaine faut-il agir en complément (R-D, par exemple) pour que la politique environnementale encourage au maximum l'innovation verte ?
- iii) Quelles devraient être les priorités des stratégies gouvernementales pour aligner durabilité et compétitivité dans les chaînes d'approvisionnement internationales ?
- iv) Sachant que l'innovation verte est fortement concentrée dans les pays relativement avancés, la transformation verte peut-elle permettre aux pays en développement de se lancer directement dans de nouvelles activités de pointe ?

11h00-11h30 Pause-café

11h30-13h00 - SESSIONS PARALLÈLES (uniquement en anglais)

Session A Room CC15	Session B Room CC13	Session C Room CC18	Session D Room CC24
Effects of Green Growth policies on Labour Markets	Policies for Regional Resilience and Distributional Impacts	Energy Pricing and Competitiveness	Green Growth Strategies for Firms
<p><i>"The greening of jobs in Germany: First evidence from a text mining based index and employment register data"</i> by Markus Janser, German Institute for Employment Research</p> <p><i>"Characterising green employment: The impacts of 'greening' on workforce composition"</i> by Eileen Tipoe, University of Oxford</p> <p><i>"Climate Policies and Skill-Biased Employment Dynamics: Evidence from EU countries"</i> by Francesco Vona, OFCE Sciences Po, Giovanni Marin, University of Urbino, Italy</p>	<p><i>"Distributional consequences of coastal risk management policies under sea-level risk: a survey of OECD country approaches"</i> by Lisa Danielson, OECD</p> <p><i>"Climate Change Adaptation in the Philippines: Case and Policy Analysis of the People's Survival Fund"</i> by Maria Angela Zafra, Ateneo da Davao University</p> <p><i>"The Social and Environmental Dimensions of China's Spatial Planning System"</i> by Christina Wong, Chinese Academy of Sciences</p>	<p><i>"Political Economy Determinants of Carbon Pricing"</i> by Sebastian Levi, Free University of Berlin</p> <p><i>"Too Much Energy: The Perverse Effect of Low Fuel Prices"</i> by Giorgio Presidente, World Bank</p> <p><i>"Energy pricing and competitiveness: Firm level evidence from Indonesia"</i> by Jun Rentschler, World Bank</p> <p><i>"Social effects of carbon taxes on households: impacts, behaviours, solutions"</i> (original paper in French) by Mathilde Clément, Ministry for the Ecological and Inclusive Transition of France</p>	<p><i>"Green Investment and Organizational Performance: Evidence from the Nigerian Pulp and Paper Industry"</i> by Joseph Adelegan, University of Venda, South Africa</p> <p><i>"Nordic businesses on climate transition, competitiveness and growth: An interview study among leading businesses in the Nordics"</i> by Nina Ekelund, Haga Initiative</p> <p><i>"How does going green affect firms' profitability and valuation? Evidence from a global firm level dataset"</i> by Tobias Kruse, LSE</p>

113h00-14h30 Pause déjeuner

MANIFESTATION PARALLÈLE 1 (salle CC18) : (uniquement en anglais)

Investir dans l'efficacité d'utilisation des ressources – aspects économiques et politiques du financement de la transition dans le domaine des ressources

Un groupe d'experts, composé de Paul EKINS (University College London, UCL), Antonia GAWEL (Forum économique mondial) et Rob DELLINK (OCDE), examinera les moyens pratiques à la disposition des pouvoirs publics pour surmonter les obstacles et créer des incitations intelligentes afin de mobiliser des investissements en faveur de l'efficacité d'utilisation des ressources, réfléchira à leurs effets sur la compétitivité et s'emploiera à présenter des moyens d'action envisageables pour atténuer les possibles effets négatifs de la transition dans le domaine des ressources – et faire ainsi avancer la cause de la croissance verte. Cette manifestation mettra à profit les réflexions présentées dans l'ouvrage *Investing in Resource Efficiency – The Economics and Politics of Financing the Resource Transition*, publié sous la direction de Florian FLACHENECKER (OCDE et UCL) et Jun RENTSCHLER (Banque mondiale et Payne Institute).

Un déjeuner léger sera servi.

MANIFESTATION PARALLÈLE 2 (salle CC13) : (uniquement en anglais)

Présentation de la Plate-forme de la finance verte et de la Plate-forme de l'industrie verte hébergées par la Plate-forme de connaissances sur la croissance verte (GGKP)

La Plate-forme de connaissances sur la croissance verte (GGKP) présentera deux nouvelles plates-formes de connaissances : la Plate-forme de l'industrie verte (GIP), qui était à l'origine une initiative de l'ONUDI et d'ONU Environnement, et la Plate-forme de la finance verte (GFP). Inspirées du modèle éprouvé de la GGKP, ces nouvelles plates-formes viseront à fournir aux entreprises et aux milieux de la finance des orientations, des pratiques optimales, des outils et des données utiles pour soutenir leurs efforts en faveur de la durabilité. Au cours de la manifestation, on décrira leur fonctionnement du point de vue des utilisateurs et on expliquera comment les nouveaux partenaires tournés vers l'industrie verte et la finance verte peuvent rejoindre ce réseau d'institutions et d'experts en pleine expansion

Un déjeuner léger sera servi.

14h30-16h00 - Session 3

Impacts sociaux de la transition verte

Pour que la transition verte et bas carbone bénéficie d'un soutien social et politique, il faut que ses coûts et ses avantages soient distribués dans la société avec équité et de manière transparente. Un nombre croissant de données montrent que les quartiers pauvres sont plus exposés à la pollution atmosphérique et à d'autres risques environnementaux. De même, les ménages à faible revenu peuvent être plus impactés par la hausse des prix de l'énergie ou de l'eau, par exemple. L'objet de cette session est de se demander, au vu de données récentes, comment les effets tant des politiques environnementales que de l'exposition à la pollution varient en fonction du revenu des ménages et d'autres critères sociodémographiques. La discussion s'appuiera sur les enseignements tirés de réformes de la tarification de l'énergie ou des subventions à l'énergie, de la tarification de l'eau et des ressources, d'autres politiques visant à préserver la biodiversité et le capital naturel en général, et de programmes d'efficacité énergétique, par exemple, lesquels peuvent avoir des effets négatifs sur le budget des ménages ou leurs moyens de subsistance. Une autre question examinée est de savoir si les politiques de croissance verte pourraient aussi réduire la pauvreté. Les villes ou les autorités locales peuvent-elles promouvoir une plus grande inclusion sociale et des améliorations environnementales par le biais de la politique du logement ou des transports, par exemple ? Peuvent-elles concourir à la réalisation d'objectifs « verts » qui, simultanément, profitent à tous ?

Modérateur :

- **Marianne FAY**, Économiste en chef pour le développement durable, Banque mondiale

Exposé introductif :

- **Ian PARRY**, Expert principal en politique budgétaire et environnementale, Fonds monétaire international (FMI)

Participants à la table ronde :

- **Theresa GRIFFIN**, Députée européenne de la circonscription d'Angleterre du Nord-Ouest ; Observatoire européen de la précarité énergétique
- **Benjamin GESTIN**, Directeur général, Eau de Paris
- **Nicholas HOWARTH**, Transitions énergétiques et environnement, KAPSARC, Arabie saoudite
- **Kevin Chika URAMA**, Professeur, Conseiller principal auprès du Président de la Banque africaine de développement (BAfD), ancien premier Directeur général de Quantum Global Research Lab

Questions à examiner :

- i) En vue de promouvoir la transition bas carbone, quelles sont les approches pour concilier accessibilité financière et hausse des coûts énergétiques liée à la réforme des subventions ou à la tarification du carbone ?
- ii) Comment mettre en œuvre des politiques de préservation et d'utilisation durable des ressources naturelles tout en minimisant la diminution des moyens de subsistance fondés sur la pêche ou d'autres activités liées à ces ressources ?
- iii) Les politiques en faveur de la croissance inclusive sont-elles compatibles avec les politiques de croissance verte ? Comment concevoir et mettre en œuvre les politiques de manière à prendre en compte les piliers social, économique et environnemental du développement durable ?
- iv) Comment assurer l'harmonisation des politiques nationales et locales, afin que les résultats des mesures « vertes » soient plus inclusifs à tous les niveaux ?

16h00-16h30 Pause-café

16h30 – 18h00 SESSIONS PARALLÈLES (uniquement en anglais)

Session E Room CC15	Session F Room CC13	Session G Room CC24	Session H Room CC18
Jobs and Green Growth	SMEs and the Green Transition	International Competitiveness	Social Impacts of Climate Policies
<p><i>“Impacts of Green Growth Policies on Labour Markets & Wage Income Distribution: A General Equilibrium Application to Climate and Energy Policies”</i> Jean Chateau, OECD</p> <p><i>“Recent developments in assessing green employment in low and middle income countries: Experiences from ILO & GGGI”</i> by Moustapha Kamal Gueye, International Labour Organization (ILO) and Stelios Grafakos, Global Green Growth Institute (GGGI)</p> <p><i>“Green Jobs in the Forest Sector / Trends in Green Forest Jobs: An analysis of green forest jobs’ trends and their implications for the sector”</i> by Alicja Kacprzak, UNECE Food Agriculture Organization</p>	<p><i>“Role of SMEs in the green and ‘inclusive’ transition in Africa”</i> by Alice Kaudia, Eco-Entrepreneurs Ltd.</p> <p><i>“Scaling up and Mainstreaming Resource Efficient and Cleaner Production in Small and Medium Enterprises: achievements and lessons learned in the European Union’s Eastern Partnership Region”</i> by Rene Van Berkel, UNIDO</p> <p><i>“Micro and Small Enterprises - Striving towards a greener economy”</i> by Anshul Bhamra, Development Alternatives Group</p>	<p><i>“The Effect of Environmental Provisions in Trade Agreements on International Trade”</i> by Clara Brandi, German Development Institute</p> <p><i>“Is an accelerated mitigation strategy compatible with a competitive and equitable transition?”</i> by Arpad Cseh, Climate Moonshot Initiative</p> <p><i>“Barriers to Trade in Environmental Goods: How Important they are & what should developing countries expect from their removal”</i> by Jaime de Melo, Geneva University</p>	<p><i>“Impact of Adaptation to Climate Change on Household Food Security and Incomes in Ferlo Semi-arid Area, Northern Senegal”</i> by Saboury Ndiaye, Agriculture Development Project of Matam (PRODAM) Senegal</p> <p><i>“Social impacts of climate change mitigation policies and their implications for inequality”</i> by Sanna Markkanen, University of Cambridge</p> <p><i>“Distributional Impacts of Climate Mitigation Policies - a Meta-Analysis”</i> Nils Ohlendorf, Mercator Research Institute on Global Commons and Climate Change (MCC)</p>

18h00-19h30 Cocktail

Troisième journée : jeudi 29 novembre 2018

9h00-10h30 – SESSIONS PARALLÈLES (uniquement en anglais)

Session I Room CC15	Session J Room CC13	Session K Room CC18	Session L Room CC24
Green Transition Strategies and Employment Skills Impacts	Perceptions of Green Growth Policies	Country case studies of Green Transition Strategies	Firms and Green Industrial Strategy
<p><i>“Employment Protection, Collective Bargaining, and Labour Market Resilience - The Swedish Transition Agreements”</i> by Samuel Engblom, Swedish Confederation of Professional Employees (TCO)</p> <p><i>“Green industrial path development in Swedish regions: Case of bio-economy initiatives in Skåne and Värmland”</i> by Suyash Jolly and Teis Hansen, Lund University</p> <p><i>“Employment impact of the transition to a circular economy in Flanders”</i> by Kris Bachus, KU Leuven</p>	<p><i>“Should individuals who are adversely affected by mitigation be compensated? Evidence from a survey experiment in the United States”</i> by Brilé Anderson, OECD</p> <p><i>“Is prioritization possible? Experts’ perceptions of obstacles and responses to staying below 2°C”</i> by Ulrike Kornek, Mercator Research Institute on Global Commons and Climate Change (MCC)</p> <p><i>“Perceived effectiveness of climate change mitigation policies”</i> by Eva Kyselá, Charles University</p>	<p><i>“Welfare and Environmental Impact of Incentive Based Conservation: Evidence from Kenyan Community Forest Associations”</i> by Bosco Okumu, University of Cape Town</p> <p><i>“Greening Industry in Vietnam: Environmental Standards and Resource Efficiency in SMEs”</i> by Dalia Fadly, Philipps University of Marburg</p> <p><i>“Growth Through Diversification and Energy Efficiency: Energy Productivity in Saudi Arabia”</i> by Nicholas Howarth, King Abdullah Petroleum Studies and Research Center (KAPSARC)</p>	<p><i>“State-Owned Enterprises and the Low-Carbon Transition”</i> by Dirk Röttgers, OECD</p> <p><i>“Resource Efficient Eco-Innovations for a Circular Economy: Evidence from EU Firms”</i> by Massimiliano Mazzanti, University of Ferrara</p> <p><i>“Multinational Corporations and the EU Emissions Trading System: Asset Erosion and Creeping Deindustrialization?”</i> by Nils Aus Dem Moore, Leibniz Institute for Economic Research</p>

10h30-11h00  Pause-café

11h00-12h30 - Session 4 – Table ronde spéciale

La transition verte à l'ère de la post-vérité : comment réduire l'écart entre « impression » et « faits constatés » ?

Au cours de la dernière session plénière, il s'agit de déterminer pourquoi il existe parfois un écart entre l'impression commune et les faits montrant que les répercussions de la politique de l'environnement sur la compétitivité des entreprises ou d'un secteur sont relativement limitées, comme en témoignent plusieurs études. Nous nous demanderons également comment les pays peuvent faire des progrès dans le domaine de la transition verte à l'ère de la post-vérité. Comment les pouvoirs publics peuvent-ils élaborer, en s'appuyant sur les faits, des politiques visant les problèmes environnementaux, alors que les citoyens doutent des preuves scientifiques ou ne tiennent aucun compte de l'avis des experts ? Il est vital de comprendre les préférences réelles des citoyens et des consommateurs, et donc les comportements et les choix qui en découlent, et il existe peut-être des méthodes ou des outils qui permettraient, à partir de l'étude des comportements, de débiaiser les mécanismes existants pour appréhender « la vérité » ou s'en rapprocher.

Modérateur :

- **Roger DUNGAN**, Représentant permanent adjoint auprès de l'OCDE, Nouvelle-Zélande

Exposés introductifs :

- **Cameron HEPBURN**, Professeur d'économie de l'environnement, SSEE, Oxford University, Royaume-Uni

Participants à la table ronde :

- **Edgar GUTIERREZ-ESPELETA**, ancien Ministre de l'Environnement et de l'Énergie du Costa Rica, ancien Président des deuxième et troisième sessions de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement
- **Elke WEBER**, Professeure d'énergie et d'environnement ; Professeure de psychologie et d'affaires publiques, Princeton University, États-Unis
- **Simon KUPER**, journaliste, Financial Times, Royaume-Uni
- **Anthony COX**, Directeur adjoint de la Direction de l'environnement de l'OCDE

Questions à examiner :

- i) Comment les pays peuvent-ils faire des progrès dans le domaine de la transition verte à l'ère de la « post-vérité » ?
- ii) Comment les impressions des citoyens et du monde de l'entreprise sur les risques et les avantages se forment-elles ? Comment réduire l'écart entre « impression » et « faits constatés » ? Les experts ont-ils vraiment perdu leur place dans le débat public aujourd'hui ?
- iii) Comment mieux comprendre les véritables préférences des citoyens ? Quels enseignements des sciences comportementales peut-on appliquer pour améliorer la conception et la mise en œuvre des mesures visant la transition verte ? Quel rôle l'OCDE et d'autres partenaires ont-ils à jouer ?

12h30-13h00 – Séance de Clôture : Collaboration future dans le cadre de la GGKP

Modérateur :

- **Ben SIMMONS**, Chef du secrétariat, Plate-forme de connaissances sur la croissance verte (GGKP)

Observations finales :

- **Masamichi KONO**, Secrétaire général adjoint, OCDE

Collaboration future dans le cadre de la GGKP :

- **Stephan SICARS**, Directeur, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (UNIDO)
- **Ligia NORONHA**, Directrice de la Division de l'économie, ONU Environnement
- **Marianne FAY**, Économiste en chef pour le développement durable, Banque mondiale
- **Orestes ANASTASIA**, Chef adjoint, Office of Thought Leadership and Head of Knowledge Sharing, Global Green Growth Institute (GGGI)
- **Kumi KITAMORI**, Chef de Division, Croissance Verte et relations mondiales, Direction de l'environnement, OECD



Site web : <http://www.oecd.org/greengrowth/ggsd-2018/>

13h15-14h15

MANIFESTATION PARALLÈLE 3 (salle CC16) : (uniquement en anglais)

Concept and Methods of GGGI's Green Growth Index

The Green Growth Index and Simulation Tool provide an integrated assessment approach. This event will give an overview of latest innovations in concept and methods and focus on the policy relevance of indicators that frame the Green Growth Index. It will include a discussion with GGGI staff presenting their latest findings

Un déjeuner léger sera servi.

RÉCAPITULATIF DE L'ORDRE DU JOUR

MARDI 27 NOVEMBRE 2018

13h00 - 14h00	Accueil et placement	
14h00 - 15h30	SESSION INAUGURALE	CC 15
15h30 - 16h00	Pause-café	
16h00 - 17h30	SESSION PLÉNIÈRE 1 – GESTION DE LA TRANSITION DANS L'EMPLOI ET LES COMPÉTENCES	CC15

MERCREDI 28 NOVEMBRE 2018

9h30 - 11h00	SESSION PLÉNIÈRE 2 – CROISSANCE VERTE ET COMPÉTITIVITÉ				CC 15
11h00 - 11h30	Pause-café				
11h30 - 13h00	SESSIONS PARALLÈLES				
	Session A Salle CC15	Session B Salle CC13	Session C Salle CC18	Session D Salle CC24	
	Effects of Green Growth policies on Labour Markets	Policies : Regional Resilience and Distributional Impacts	Energy Pricing and Competitiveness	Green Growth Strategies for Firms	
13h00 - 14h30	Pause déjeuner				
14h30 - 16h00	SESSION PLÉNIÈRE 3 – IMPACTS SOCIAUX DE LA TRANSITION VERTE				CC 15
16h00 - 16h30	Pause-café				
16h30 - 18h00	SESSIONS PARALLÈLES				
	Session E Salle CC15	Session F Salle CC13	Session G Salle CC24	Session H Salle CC18	
	Jobs and Green Growth	SMEs and the Green Transition	International Competitiveness	Social Impacts of Climate Policies	
18h00 - 19h30	Cocktail				

JEUDI 29 NOVEMBRE 2018

9h00 - 10h30	SESSIONS PARALLÈLES				
	Session I Salle CC15	Session J Salle CC13	Session K Salle CC18	Session L Salle CC24	
	Green Transition Strategies and Employment Skills Impacts	Perceptions of Green Growth Policies	Country case studies of Green Transition Strategies	Firms and Green Industrial Strategy	
10h30 - 11h00	Pause-café				
11h00 - 12h30	SESSION PLÉNIÈRE 4 – LA TRANSITION VERTE À L'ÈRE DE LA POST-VÉRITÉ				CC 15
12h30 - 13h00	SESSION DE CLÔTURE : COLLABORATION FUTURE DANS LE CADRE DE LA GGKP				CC 15

Forum sur la
croissance
verte et le
développement
durable
2018

&

6^{ème}
Conférence
annuelle de la
Plate-forme
de connaissances
sur la croissance
verte



<http://oe.cd/ggsd-2018>

Inscrivez-vous à la
Green Growth Newsletter
de l'OCDE

www.oecd.org/login

Suivez-nous sur Twitter

@OECD_ENV
@GGKPlatform
#GGSD
#GGKP6